

## La non-interview du journal *O Estadão*



---

Source : Natalia Viana, *Plantados no Chão* – 25 avril 2008 –  
<http://www.conradeditora.com.br/plantados/?p=36>

Traduction : **Caroline Sordia** pour *Autres Brésils*

---

En mars, j'ai accordé un grand entretien à un grand journal. Sollicitée par un reporter politique du journal *O Estadão*, j'ai répondu, par email, à toutes ses questions. L'interview, je crois, a été formidable. Malheureusement, elle n'est jamais parue et ne paraîtra jamais dans le journal, malgré la bonne volonté du reporter.

Après quelques semaines sans nouvelles, j'ai demandé ce qu'il en était de l'interview. Il m'a dit qu'il le regrettait beaucoup, mais que sa hiérarchie avait considéré qu'il n'y avait pas d'accroche relative à ce thème. Après tout, le livre *Plantados no Chão* [Cloués au sol] était sorti l'année précédente, et sa version *online* en février.



Bien. Sauf que depuis la réalisation de l'entretien, un sans-terre a été assassiné devant sa propre famille dans le Paraná ; la police s'en est violemment prise à des Indiens de Manaus ; le Conseil Indigène Missionnaire (CIMI) a publié le rapport *Violence contre les peuples indigènes au Brésil* ; la CPT<sup>1</sup> a rendu public le nombre d'assassinats en zone rurale ; la situation à Raposa Serra do Sol est devenue critique. Pour *O Estadão*, rien de tout cela ne constitue une « accroche ».

Ce n'est pas la première fois. J'avais déjà accordé un entretien au *Jornal do Brasil* qui n'avait finalement pas été publié par manque d'« accroche » – bien que le journaliste ait dit trouver cela dommage, car le thème était important. Et ainsi, notre petite tragédie quotidienne continue de n'être pas contée.

Tout n'est pas perdu. Aujourd'hui, il existe des blogs.

Ci-dessous, la non-interview du journal *O Estadão*.

---

## **1- Comment est venue l'idée de lancer un livre sur ce thème, les assassinats politiques au Brésil ?**

Le livre *Plantados no Chão – Assassinats politiques au Brésil* est né d'une proposition que m'ont faite les éditeurs de la maison d'édition Conrad : faisons un livre, une sorte de liste des cas d'assassinats politiques dans le Brésil d'aujourd'hui. Ceci parce qu'Anderson Luís, président de Sintafrios, syndicat de travailleurs du secteur des produits frais et laitages de la *baixada fluminense*<sup>2</sup>, venait d'être assassiné et il y avait un sentiment de révolte contre le fait que de tels assassinats, liés à la militance politique, soient encore commis au Brésil tant d'années après la chute de la dictature. Sauf que lorsque j'ai commencé mes recherches, je me suis rendue compte qu'ils n'étaient pas répertoriés, et pire encore : **il n'existait même pas de concept établi d'assassinat politique contemporain**. Beaucoup des personnes que je sollicitais me parlaient immédiatement de cas d'hommes politiques assassinés, ce qui est loin d'être la même chose.

## **2 – Pourquoi avez-vous répertoriés ces cas comme crimes politiques ?**

Pour nous, il a toujours été clair que l'assassinat politique avait pour racine l'action politique collective, autrement dit, qu'un individu était tué parce qu'il agissait politiquement au nom d'un groupe. Nous avons adopté la définition du sociologue Chico Oliveira, qui dit que « *la*

---

<sup>1</sup> **Commission pastorale de la Terre (CPT)** : Pastorale créée en 1975 pendant la dictature militaire, par l'aile progressiste de l'Église catholique brésilienne, inspirée de la théologie de la libération, elle a été (et est encore) un acteur politique fondamental pour le renforcement des organisation paysannes, la défense de la réforme agraire et la dénonciation des crimes pratiqués contre les travailleurs ruraux.

<sup>2</sup> NdT : région côtière de l'État de Rio.



*politique est la réclamation d'être partie de ceux qui ne font pas partie* ». Ainsi, la politique, ou la démocratie, comme je préfère l'appeler, est la compétition entre groupes au sein de l'État de droit. En ce sens, l'assassinat politique d'aujourd'hui a une fonction pratiquement opposée à celle du temps de la dictature. **L'assassinat politique est un coup porté contre le régime actuel, un coup contre la démocratie.** Comme le dit dans la préface du livre Jan Rocha, ancienne correspondante du *Guardian* et de la *BBC* au Brésil : « *La mort d'un leader n'est pas simplement l'élimination d'une personne gênante, mais un coup porté contre l'espérance. Contre l'avenir.* »

### **3 – Les faits et les personnages ont été relevés dans les plans et notes d'information de la CPT et d'autres entités ? lesquelles ?**

Certaines organisations rassemblent des données qui ont été partiellement reprises dans le livre, après évaluation au cas par cas. Outre la CPT, nous avons utilisé des données du Cimi, le Conseil Indigène Missionnaire, qui publie chaque année une liste de tous les Indiens assassinés, de l'ONG Justiça Global, qui publie le rapport *Na Linha da Frente*, sur les défenseurs des droits de l'homme assassinés et des rapports d'autres organisations comme Terra de Direitos, la CUT et le mouvement Passe Livre – en plus des rapports de l'ONU sur les défenseurs des droits de l'homme au Brésil rédigés par la rapporteuse Hina Jilani.

### **4 – Comment analysez-vous l'augmentation des crimes sous un gouvernement de centre-gauche et qui se préoccupe davantage, au moins théoriquement, des questions sociales ?**

Premièrement, on ne peut affirmer que les crimes politiques en général aient augmenté sous ce gouvernement, ne serait-ce que parce que nous n'avons utilisé que des données relatives à cette période et ne disposons de rien pour les comparer. Mais des informations tant de la CPT que de l'Ouvidoria Agrária Nacional<sup>3</sup> nous montrent qu'**en ce qui concerne les conflits liés à la terre, leur nombre a beaucoup augmenté la première année du gouvernement Lula par rapport au gouvernement précédent**, et est demeuré plus élevé jusqu'à l'an dernier.

Cela dit, nous trouvons clairement absurde que ces crimes se perpétuent sous le mandat d'un président qui a été lui-même victime de la répression politique. Je trouve que les initiatives de ce gouvernement – comme la création du Programme national de protection des défenseurs des droits de l'homme – sont encore fragiles. Une prise de position plus ferme dans ce domaine serait nécessaire, une pression accrue pour que ces cas passent devant la justice. Nous croyons qu'en tant qu'atteintes à la démocratie, ils doivent être traités de façon exemplaire – ils devraient tous suivre l'exemple de l'enquête sur la mort de Dorothy Stang.

### **5 – Comment ont été faites les recherches pour ce livre, êtes-vous allée quelque part ?**

Les recherches pour le livre ont été principalement documentaires, faites à partir des informations des organisations que j'ai déjà citées, de recherches académiques, documents juridiques et d'enquêtes. En outre, j'ai longuement discuté avec des parents de victimes et des

---

<sup>3</sup> NdT : organe de prévention et de médiation des conflits du Ministère du développement agricole.



personnes impliquées, des mouvements et des avocats qui travaillent sur ces affaires. Et ce parce que dès le début, l'idée était de dresser une liste plutôt que de détailler chaque cas par le menu, ce qui serait impossible. Nous voulions réunir un maximum de cas parce que nous savions que nous allions parvenir à un chiffre élevé, qui surprendrait beaucoup de monde – **l'idée était de montrer qu'un phénomène se produit au Brésil, un phénomène qui n'a pas reçu l'attention qu'il mérite.**

#### **6 – Qui a eu l'idée, et quelle est la répercussion, de la mise à disposition du livre sur Internet ?**

Dès le début, je voulais mettre le livre à disposition pour le téléchargement parce que, comme je l'ai dit, l'idée a toujours été de proposer une discussion. Et cela a été vraiment génial. Actuellement nous étudions la possibilité de déposer une licence sous *creative commons* afin de rendre le livre plus largement disponible, sur d'autres sites comme Overmundo. Par ailleurs, comme le livre dispose d'un site propre (<http://www.conraseditora.com.br/plantadosnochao>), plus fourni en informations que le livre, et d'un blog sur ce thème (<http://www.conraseditora.com.br/plantados>), je sens que son existence va au-delà du format papier, et qu'il peut être mis à jour à tout moment. Le format virtuel me semble apporter beaucoup plus de liberté.

#### **7 – Votre proposition a-t-elle suscité des « retours » intéressants ?**

Bien sûr. J'ai reçu des emails de tous les coins du pays – l'autre jour, un jeune homme m'a même écrit de Chine, voyez donc, c'est incroyable, cela n'aurait jamais été possible si le livre était resté sous format papier. Comme il est mis à la disposition de tous, il est bien plus facile pour lui d'être commenté, critiqué et référencé ; de nombreuses listes de discussion et des blogs ont fait passer l'idée. Tout cela est vraiment génial.

#### **8 – Avez-vous l'intention de retourner au Brésil et de poursuivre vos recherches ? Avez-vous un autre projet en vue ?**

Oui, sans aucun doute, quand je rentrerai au Brésil je souhaite continuer à couvrir ce thème. Pour l'instant, je continue le travail comme je le peux, via le blog « Plantados no Chão » (<http://www.conraseditora.com.br/plantados>), que nous publions en partenariat avec la revue *Caros Amigos*. J'y mets à jour certaines affaires racontées dans le livre et je suis autant que possible d'autres cas de violence contre des défenseurs des droits de l'homme au Brésil. J'ai commencé il y a moins d'un mois, et suis moi-même étonnée de la quantité de nouvelles que j'ai reçues – preuve que la violence à l'encontre de ceux qui protestent est encore la routine dans notre pays.

#### **9 – Comment voyez-vous, plus généralement, le Brésil, avec la huitième économie du monde, une démocratie consolidée et, malgré tout, encore un nombre élevé d'assassinats politiques, principalement en zones rurales ?**



En gros, je pense que le chiffre élevé d'assassinats politiques montre que notre pays est encore sur le chemin de la maturité, **nous en sommes encore à un stade où les acteurs politiques légitimes sont vus comme criminels et où, dans de nombreuses régions, les luttes politiques sont réglées par balles.** Ces dernières années, les mouvements sociaux ont compris leur rôle dans la société et revendiquent une légitimité et le soutien du pouvoir pour agir en tant que tels – acteurs de pression politique. D'une certaine façon, je crois que les institutions au pouvoir – médias inclus – ont mis un peu de temps à percevoir ce changement. Les gens n'ont pas encore bien compris que dans bien des cas, ceux qui forcent l'application des lois sont les mouvements populaires.

### 10 – Pourquoi ces affaires ont-elles été choisies comme exemplaires ?

Chacun des six cas relatés dans le livre a été choisi pour une raison, de façon à ce que l'ensemble des six cas illustre différents aspects du problème. Le choix de Dorothy Stang s'est imposé comme une évidence puisque, au-delà de sa répercussion, et même grâce à elle, l'affaire a été traitée rapidement et de façon exemplaire par la justice. Par contraste, nous avons trouvé intéressant de relater le massacre de Felisburgo, un cas brutal dans lequel un *fazendeiro* (NdT : propriétaire terrien), selon des témoins, a lui-même pénétré sur un terrain occupé pour tuer de sang-froid un ancien employé et d'autres sans-terre. L'affaire est encore suspendue, principalement le procès contre le *fazendeiro*. Ensuite, nous avons cru bon d'inclure également un cas impliquant des conflits portant sur les territoires indigènes, qui sont aussi nombreux dans la catégorie des violences liées à la question de la terre. C'est là que j'ai trouvé l'affaire des Xukuru, qui montre comment la justice, de façon répétée au cours des années, a criminalisé ces Indigènes, de nombreux Xukuru devant répondre aujourd'hui à des procédures judiciaires lancées contre eux. **Beaucoup d'Indiens ont été assassinés, mais peu d'assassins punis.** Par exemple, l'un des assassins des jeunes Josenilson et José Ademilson, en 2003, a été innocenté et l'autre est déjà libre après avoir effectué quatre ans de prison.

Ensuite, nous avons voulu attiré l'attention sur le fait que dans les villes aussi, il y a de la violence à l'encontre des militants, bien qu'il y ait beaucoup moins d'informations sur ces cas – aucune organisation ne relève ces données. Donc nous avons traité le cas d'Anderson Luís, qui a d'ailleurs été à l'origine du livre, comme je l'ai dit ; et son cas montre combien l'enquête policière est lente et échoue dans de nombreux cas. Cela fera deux ans en avril que l'assassinat a été commis, et l'enquête policière n'est même pas achevée. Le cas d'Anderson Amaurilio, un étudiant blessé lors d'une manifestation à Londrina, révèle également la forte répression policière et institutionnelle que les étudiants du mouvement Passe Livre ont dû affronter dans le pays. Et enfin, le cas du syndicaliste Anderson Luís, parce qu'il montre la violence policière contre les manifestants. **Cette affaire fait froid dans le dos ; il a été étranglé par des policiers devant la foule à la fin d'une marche – or, une telle chose ne peut arriver que dans un pays qui autorise ouvertement la violence à l'encontre de ceux qui protestent.**

### 11 – Que faire, de votre point de vue, pour combattre l'impunité de ce genre de crime ?



Écoutez, c'est un problème complexe qui implique diverses instances et divers acteurs. En tant que journaliste, ce que j'ai pu faire, c'est attirer l'attention sur le problème et essayer de lancer le débat pour que des solutions soient cherchées. Mais la recherche pour le livre me porte à croire que **pour mettre fin aux assassinats politiques, il est d'abord nécessaire de reconnaître les mouvements politiques comme des acteurs politiques légitimes et essentiels au fonctionnement de la démocratie.** Les assassinats de militants ne sont possibles que dans un contexte dans lequel les leaders populaires, les organisations et les mouvements sociaux peuvent encore être taxés de criminels. Cela constituerait un premier pas.

Une autre possibilité qui n'a pas encore été exploitée est le traitement au niveau fédéral de ces affaires, qui a été voté en 2004 pour tous les crimes constituant une grave violation des droits de l'homme – tous les assassinats de défenseurs des droits de l'homme pourraient rentrer dans cette catégorie. Seulement, la demande de transfert au niveau fédéral doit être faite par le procureur général de la République en personne, ce qui n'a eu lieu qu'une seule fois depuis le vote de la loi : pour l'affaire Dorothy Stang, et cela a été rejeté par le STJ<sup>4</sup>. **Traiter au niveau fédéral les cas d'assassinats politiques pourrait être une bonne façon de combattre un problème grave dans les juridictions locales,** où l'influence de nombre d'exécuteurs potentiels de ces crimes, comme des *fazendeiros*, des *madeireiros* (NdT : industriels du bois) et chefs d'entreprise, peut pervertir le cours de la justice.

---

**Source :** Natalia Viana, *Plantados no Chão* – 25 avril 2008

**Traduction :** Caroline Sordia pour *Autres Brésils*

---

---

<sup>4</sup> NdT : le STJ, Tribunal supérieur de justice, est chargé d' « harmoniser l'interprétation du droit fédéral (...), selon les principes constitutionnels, et de la garantie et la défense de l'État de droit ».